



CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA

Mercredi, 25 octobre 2023

SOMMAIRE

- Vladimir MONTEIRO, porte-parole de la MINUSCA
- Lieutenant-colonel Bertrand DAKISSAGA, porte-parole de la Force
- Inspecteur principal Apollinaire RUDATINYA, porte-parole de la Police

PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA

- Ce jeudi 26 octobre, la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République Centrafricaine et Cheffe de la MINUSCA, Valentine Rugwabiza, sera au Conseil de sécurité de l'ONU pour présenter le rapport du Secrétaire général sur la situation en RCA.

Ledit rapport aborde notamment la situation sécuritaire, le processus politique, la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR), y compris les efforts déployés par la MINUSCA pour appuyer le cessez-le-feu et le DDRR, ainsi que la situation des droits de l'homme et du droit international humanitaire, et la protection des civils.

La session du Conseil de sécurité intervient à moins d'un mois de l'expiration du mandat de la MINUSCA (15 novembre 2023), dont le renouvellement a été demandé par le Secrétaire général dans son dernier rapport sur la RCA.

- Bangui a abrité lundi la revue stratégique consacrée à l'évaluation du processus de mutualisation de la Feuille de route de Luanda et l'APPR, sous la présidence du Chef de l'Etat, le président Faustin Archange Touadéra.

La rencontre a réuni les ministres des Affaires Etrangères d'Angola et du Rwanda, le représentant de l'Union Africaine, le Président de la Commission de la de la Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), le Secrétaire Exécutif de la la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL), le chef de du Bureau Régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale (UNOCA), des membres du Gouvernement, les garants et facilitateurs de l'Accord de paix, le Représentant Spécial adjoint du Secrétaire général en RCA et le corps diplomatique, entre autres.

Dans son allocution, le Président Touadéra a indiqué que le processus de mutualisation de la Feuille de route de Luanda et l'APPR a connu des avancées majeures, en citant notamment le

DDRR et l'élaboration et la pré-validation par le Gouvernement du projet de document de stratégie d'engagement des leaders des groupes armés dans le processus de paix et de stabilité.

Le Chef de l'Etat a particulièrement exprimé sa « reconnaissance à la MINUSCA et surtout à la Représentante Spéciale du Secrétaire Général des Nations Unies pour sa disponibilité, son implication personnelle et sa contribution dans le processus ».

Tenue sous les auspices du Premier Ministre et Chef du Gouvernement, Felix Moloua, la réunion a procédé à l'examen de la situation sécuritaire du pays, du suivi du programme DDRR, du programme de la Réforme du Secteur de Sécurité (RSS), de la stratégie de contrôle des frontières et du processus politiques (restauration de l'autorité de l'Etat) ainsi que des défis, attentes et perspectives.

Le communiqué final réaffirme « l'importance de rester mobilisé dans le processus, en invitant les partenaires à davantage de mobilisation ». La réunion a félicité la RCA pour l'initiative et l'appropriation de la revue du processus politique et a recommandé son maintien dans un cadre trimestriel aussi bien au niveau politique et stratégique qu'au niveau technique selon un chronogramme concerté.

- Hier mardi, le système des Nations Unies en RCA a commémoré la Journée des Nations Unies à Bangui et dans différents chefs-lieux de préfectures. Dans la capitale, la cérémonie a notamment réuni le ministre d'Etat chargé de la Justice, de la Promotion des droits humains et de la Bonne gouvernance, Arnaud Djoubaye Abazene, le Représentant spécial adjoint, Coordonnateur résident et Coordonnateur humanitaire, Mohamed Ag-Ayoya, et les représentants des agences.

Dans son discours, le Représentant spécial adjoint a rappelé la contribution significative des Nations Unies dans plusieurs domaines de la vie socio-économique de la RCA. Il a salué les efforts de l'Etat centrafricain à faire respecter, protéger et promouvoir l'ensemble des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels des populations, et remercié les partenaires et donateurs.

- Le lundi 23 octobre 2023, deux journaux centrafricains - Ouragan Infos et A Kota Sango - ont publié un article truffé de fausses informations sur les projets à impact rapide de la MINUSCA.

La MINUSCA rejette catégoriquement le contenu dudit article et précise que depuis 2015, la réalisation des projets à impact rapide a toujours été assurée par les organisations non gouvernementales (ONG) nationales à plus de 80%, mais également par les ONG internationales, les agences onusiennes ainsi que les contingents de la Force de la Mission.

Par conséquent, il est inexact d'affirmer que la Mission chercherait à exclure les ONG centrafricaines de l'exécution des projets pour privilégier d'autres acteurs. A titre d'exemple, sur les 73 partenaires de mise en œuvre actuellement recommandés, 57 sont des ONG nationales contre huit ONG internationales, sept contingents militaires et une agence onusienne.

Cependant, la MINUSCA reste déterminée à travailler exclusivement avec des partenaires de mise en œuvre expérimentés et crédibles, afin d'éviter des problèmes dans l'exécution des projets à

impact rapide tels que les retards contractuels importants, non-respect des conditions contractuelles ou non-finalisation des projets, abandon des projets, projets de mauvaise qualité ou disparition des fonds alloués. A ce jour, 25 plaintes ont été référées en justice pour abus de confiance et/ou détournement de fonds. Les retards et défauts d'exécution de projets ainsi que la mauvaise utilisation des fonds affectent en premier lieu les communautés qui bénéficient de ces projets et pour lesquels ils sont destinés.

Grâce à un fonds annuel de trois millions de dollars (1.852.244.700 francs CFA), la MINUSCA poursuivra le programme des projets à impact rapide afin d'offrir aux communautés centrafricaines des dividendes de la paix, tout en contribuant à l'appui aux processus politique, de paix et de réconciliation, à l'amélioration de la situation sécuritaire et au soutien à la restauration de l'autorité de l'Etat. Depuis 2014, environ 15 milliards de francs CFA ont servi au financement des projets à impact rapide en RCA.

C'est dans cette optique que la MINUSCA condamne énergiquement les allégations inacceptables faites par certains journaux mais aussi, récemment, par un acteur politique national, à l'endroit de la Mission.

DROITS DE L'HOMME ET DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE

- Durant la période du 7 octobre au 20 octobre 2023, la Division des droits de l'homme (DDH) de la MINUSCA a documenté et vérifié 140 violations et atteintes aux droits de l'homme et violations du droit international humanitaire, ayant affectées 212 victimes, dont 32 femmes. En outre, la DDH continue d'enquêter sur 15 allégations de violations ou atteintes affectant 33 victimes qui ne sont pas reprises dans les données ci-dessous.

Les agents de l'Etat et les groupes armés ont été responsables de ces violations et atteintes. Les préfectures les plus affectées sont le Haut-Mbomou et la Haute-Kotto.

DDR

- A Bangui, dans le cadre de la mise en œuvre du projet de réduction de la violence communautaire (CVR), la MINUSCA procède depuis le 19 octobre à l'opération d'enregistrement des bénéficiaires. Au total, 804 bénéficiaires seront enregistrés dans les 2^e, 3^e, 4^e et 7^e arrondissements de Bangui, à Bimbo et Begoua.

A l'instar de la capitale Bangui, les activités de lancement du CVR 7 (2023-2024) se déroulent également dans neuf autres préfectures à savoir le Mbomou, la Vakaga, l'Ouham, la Nana-Mamberé, la Haute Kotto, le Mbomou, la Nana-Gibrizi, la Kemo, le Bamingui-Bangoran. Ces activités concernent les missions de repérages de zones de mise en œuvre, les réunions de coordination avec les autorités locales et les leaders communautaires, les sessions de sensibilisations des comités locaux du projet, des bénéficiaires et de la communauté, ainsi que l'enregistrement au projet des bénéficiaires.

AFFAIRES JUDICIAIRES ET PENITENTIAIRES

- Le 16 octobre, la MINUSCA, en collaboration avec la mission consultative de l'Union européenne, a organisé un atelier de formation de cinq jours sur la négociation en période de crise dans les établissements pénitentiaires. 20 personnes, dont trois femmes, ont participé à cette formation dont l'objectif était de constituer une équipe de négociateurs de crise au sein des prisons.

BUREAUX DE TERRAIN

- Le 19 octobre, le nouveau cadre juridique et institutionnel des circonscriptions administratives a été présenté à Paoua, préfecture de Lim-Pende, lors d'un atelier organisé avec l'appui technique et financier de la MINUSCA.

PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA

Cette semaine, la situation sécuritaire en République Centrafricaine (RCA) a connu globalement une relative accalmie malgré quelques incidents isolés. Nos différentes unités maintiennent une posture robuste et conduisent leurs missions avec professionnalisme. La Force a multiplié les patrouilles et les missions de reconnaissance aérienne afin de dissuader toute action violente contre les populations civiles. Les actions civilo-militaires se sont également poursuivies dans les différents secteurs.

A l'Est, la Force continue de maintenir une présence robuste dans l'objectif de rassurer les populations. Des patrouilles nocturnes et diurnes ont notamment été conduites à Bria et ses environs.

Les efforts de la Force sont également maintenus à l'extrême nord-est où le renforcement de la présence de la Force permet aux populations de vaquer à leurs occupations.

A Obo et Mboki, la présence robuste de la Force depuis l'opération conjointe avec les FACA dans le Haut-Mbomou a permis d'apaiser la situation. Cette coopération avec les FACA se renforce d'ailleurs sur le terrain à travers les patrouilles conjointes qui se poursuivent.

Au Centre, la situation sécuritaire est restée stable dans l'ensemble la semaine écoulée. Des patrouilles de longue portée ont été conduites dans la zone de Diki où des populations civiles avaient été prises pour cibles par des hommes armés le 21 octobre. La présence des casques bleus a contribué à ramener le calme dans la zone.

Le 19 octobre, 745 éléments, dont 68 femmes, du 8^e bataillon burundais ont été décorés de la médaille des Nations Unies par le Commandant de la Force MINUSCA, le Lieutenant-général Humphrey Nyone. Déployés dans la Kemo depuis le 28 novembre 2022, ces Casques bleus, ont mené plusieurs patrouilles robustes et conjointes avec les FACA, des escortes en appui au déploiement de l'aide humanitaire dans plusieurs localités ainsi que des activités au profit de personnes vulnérables de cette préfecture. Cette distinction est une reconnaissance de leur contribution pour la paix en République centrafricaine.

A l'Ouest, la situation sécuritaire demeure globalement calme. Les casques bleus ont intensifié les patrouilles robustes dans la région afin de montrer la présence de la Force, et assurer, en cas de nécessité, la protection des civils. A titre d'exemple, le contingent Bangladais a effectué des patrouilles de longue portée sur les axes Beloko-Besson et Bouar-Niem ; les contingents camerounais et tunisien ont conduit le même type de patrouilles respectivement sur les axes Bozoum-Bouar et Bossemptele-Bozoum.

Le 18 octobre dernier une délégation de New York a rendu visite au quartier général de la Force dans la région Ouest pour évaluer les capacités opérationnelles des unités et s'enquérir des défis majeurs à relever.

Au titre des activités de soutien à la résilience des populations, plusieurs actions ont été conduites par les unités de la Force.

Le 18 octobre 2023, la Force conjointe de Bangui a réfectionné le jardin d'enfant du quartier Gbaya Dombia située dans le 3^e arrondissement de Bangui. Les travaux ont consisté en la réparation de portails, la rénovation de salles de classe, la pose d'une nouvelle toiture, la réparation des plafonds, des tables, chaises, bancs, armoires et bibliothèques. L'école a également été dotée d'une citerne à eau d'une capacité de 5000 litres. Des kits scolaires et quelques vivres ont été distribués lors de la cérémonie aux 200 enfants de la maternelle Gbaya Doumbia âgés de 03 à 05 ans.

Le 17 octobre 2023, la cellule des affaires civilo-militaires de la région Ouest a organisé, avec l'hôpital bangladais de niveau 2, une campagne médicale au sein de la maison centrale de Bouar. Le staff médical a prodigué des traitements de base et distribué à titre gracieux des médicaments et des repas à près de 120 bénéficiaires (106 détenus + les employés de la maison centrale).

Le contingent zambien a conduit une action de salubrité au profit de l'hôpital de Bria la semaine dernière. Les soldats de la paix ont pu interagir avec la direction de l'hôpital Bria sur des questions importantes concernant la santé des populations.

Les unités de l'État-Major conjointe de Bangui (JTFB) ont distribué 85 600 litres d'eau potable à 2 070 bénéficiaires. Dans la région ouest, 10 000 litres d'eau potable ont été distribués à 250 habitants. Au -centre, 6 000 litres d'eau potable ont été distribués à 120 habitants.

La force est résolument engagée à poursuivre ses efforts afin de protéger les civils, conformément à son mandat.

PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA

Le 19 octobre, le Chef de la Composante Police, Commissaire de Police, Christophe Bizimungu a procédé à la remise des ouvrages du projet de réhabilitation et de construction des salles de garde à vue et des toilettes à la Direction de l'Office Central de Répression du Banditisme (OCRB) en présence du Directeur Général de la Police Nationale centrafricaine, le Contrôleur Général de

Police, Bienvenu Zokoue, entouré des autorités ministérielles et locales. Il s'agit d'un projet dont le coût s'élève à 35 519 990 FCFA, financé sur les fonds programmatiques MINUSCA au titre de l'année 2022-2023.

ACTIVITES DES MEMBRES DU LEADERSHIP

Le 20 octobre, l'Adjoint au Chef de la Composante Police, le Contrôleur Général Garba HABI a effectué une visite de terrain à Bouar, pour rencontrer l'unité de Police constituée camerounaise récemment arrivée en zone de mission et voir les conditions d'installation.

Le 20 octobre, a eu lieu la rotation de l'unité de Police constituée du Sénégal basée à Bangui. Il s'agit de 140 personnels dont 26 femmes commis à la tâche de protection de la population civile.

AUTRES ACTIVITES

Le 23 octobre, la coordination de la formation du pilier développement a procédé au lancement de quatre activités de renforcement des capacités des Forces de sécurité intérieure (FSI). Il s'agit d'une formation en sécurité routière et constat d'accident au profit de 29 FSI dont 13 femmes à l'Ecole de la Gendarmerie Nationale, d'une autre en Police Judiciaire au profit du personnel de l'OCRB à l'Ecole Nationale de Police. Aussi, les formations sur le poste de Police et l'accueil du public ainsi que les violences sexuelles basées sur le genre respectivement à Damara (30 FSI dont trois femmes) et à Bouar (11 FSI dont quatre femmes) se déroulent du 23 au 27 octobre.

Le 19 octobre, une équipe des piliers Développement et Opérations d'UNPOL ont pris part à une réunion avec l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (UNODC) sur le nouveau format de logiciel devant servir à l'installation de la base des données criminelles au profit des FSI.

EN APPUI OPERATIONNEL

Le 22 octobre, UNPOL a assuré la couverture sécuritaire d'une opération de distribution de numéraires au profit des personnes vulnérables de la commune de Sam-Ouandja. Organisée par l'ONG Solidarité pour la Paix et le Développement Intégré financée par ONU FEMMES, l'opération a permis de remettre une certaine somme à chacune des 400 femmes bénéficiaires.

Le même jour, les équipes UNPOL, en colocation dans les différents services de Police et de Gendarmerie, ont sécurisé les lieux de culte tant à Bangui qu'en province. Les fidèles ont été sensibilisés sur la tolérance, le pardon, la justice populaire, entre autres, et invités à plus de collaboration avec les Forces de l'ordre pour une meilleure prise en compte de leurs préoccupations surtout celles liées à l'aspect sécuritaire.

Aussi, les équipes UNPOL de Bangui et celles en région ont échangé avec leurs homologues FSI sur plusieurs thématiques. Il s'agit entre autres de l'accueil et la fouille de sécurité, la gestion de l'information, les responsabilités du chef de poste et la tenue du registre de plainte.

Les patrouilles motorisées et pédestres sont quotidiennement déployées et conjointement par UNPOL et FSI à Bangui mais aussi en provinces. Ces patrouilles ont aussi permis des échanges

fructueux avec les populations qui sont reconnaissantes des efforts consentis par la MINUSCA au côté des autorités centrafricaines pour la stabilisation du pays.

© MINUSCA SCPI 2023